



LEADERS // POLITIQUE ÉCONOMIQUE

«Verser 1000 francs à chaque Suisse»

PAR OLIVIER GRIVAT

Après l'échec de «Monnaie pleine», le gestionnaire genevois Michaël Malquarti propose la «ration monétaire»: un montant distribué à chaque résident pour stimuler l'économie.

DOCTEUR EN cosmologie, le Genevois Michaël Malquarti travaille pour la société financière Quaero Capital. Il est l'auteur de l'essai *Pour un nouvel ordre monétaire* paru aux Editions Slatkine. Interview.

Le peuple suisse a refusé «Monnaie pleine», est-ce un bien ou un mal?

Il ne faut pas interpréter le «non» comme un «oui» au statu quo. Les initiants ont eu le mérite d'ouvrir le débat, mais n'ont pas assez dialogué en amont pour avoir plus de soutien au Parlement et un meilleur texte. C'est l'échec d'une idée trop radicale et d'une stratégie politique.

Des comparaisons ont été faites avec l'URSS ou le Venezuela...

C'est excessif. J'ai reproché au texte son côté un peu révolutionnaire. Une révolution est un choc violent. Les initiants n'ont pensé qu'aux grands principes, en oubliant qu'une révolution déstabilise et met en danger la société.

Bien avant la votation, vous avez lancé l'idée d'une ration monétaire...

Ma démarche est presque à l'opposé de «Monnaie pleine». Préoccupé par les conséquences politiques d'une crise et la montée des populismes, qui sont le reflet d'inquiétudes légitimes, j'ai lancé une proposition que je considère comme minimaliste. Il faut reconnaître que le système monétaire actuel, reposant exclusivement sur le crédit bancaire, n'est pas efficace pour stimuler la création de richesses. Comment faire pour stimuler l'emploi et l'économie sans passer par le crédit bancaire? La mesure la plus efficace est de stimuler la consommation.

Comment et à quel coût?

Concrètement, il s'agirait de distribuer un certain montant à chaque Suisse par le canal de l'assurance maladie. L'idée est de créer un nouveau pouvoir d'achat par la «frappe» de monnaie souveraine et de le distribuer à la population, mais purement à des fins de politique monétaire et de manière ponctuelle. Chaque résident recevrait typiquement entre 0 et 1000 francs sur une année. A 4000 ou 5000 francs par famille, la somme totale pourrait atteindre 10 milliards. Mais ce n'est pas un coût. Ce nouveau pouvoir d'achat est créé par la Confédération, sans pertes. En le distribuant, vous sti-



mulez la croissance. Actuellement, la frappe des pièces octroie déjà un nouveau pouvoir d'achat à la Confédération, mais de l'ordre de quelques dizaines de millions. La BNS garderait son mandat et son indépendance. Elle déciderait de la pertinence et du montant de la distribution.

Quelle différence avec le revenu inconditionnel rejeté aussi par le peuple?

Premièrement, ce n'est pas un salaire, c'est dix à vingt fois moins. Deuxièmement, le revenu inconditionnel est un transfert fiscal. On prélève aux uns pour donner aux autres. Le seul lien se situe au niveau des opposants avec une question morale: est-il juste de recevoir de l'argent sans contrepartie? Il faut accepter que, d'une manière ou d'une autre, la monnaie doit être créée. On peut le faire soit pour le compte de l'Etat, soit pour celui des ménages, soit comme aujourd'hui par le biais du crédit bancaire en visant les entreprises. Le problème est qu'il ne va pas, dans sa majorité, aux entreprises et ne stimule pas l'économie; il doit être remboursé. Si l'argent va aux ménages, cela va stimuler l'économie, même si une partie part à l'étranger: cela fait baisser le franc sans retirer de la consommation en Suisse. Cette proposition n'est ni de gauche ni de droite. Chacun dépenserait cet argent comme il voudrait: la liberté est une valeur de droite, alors que le soutien aux familles est une idée de gauche. Cela stimulerait l'économie sans déstabiliser le système. La Suisse possède les conditions idéales pour être pionnière, si ce n'est peut-être

le courage politique. Mais je reste optimiste. ■



Michaël Malquarti:
«Ce nouveau pouvoir d'achat [serait] créé par la Confédération, sans pertes.»